

# ORGANISATION MONDIALE DU COMMERCE

RESTRICTED

TN/CTD/W/4

24 mai 2002

(02-2872)

Comité du commerce et du développement  
Session extraordinaire

Original: anglais

## DISPOSITIONS RELATIVES AU TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ

### Communication conjointe des pays les moins avancés

Le Secrétariat a reçu le 15 mai 2002 la communication ci-après présentée par l'Ouganda, au nom du groupe de pays susmentionné.

#### I. INTRODUCTION

1. La Décision de Doha concernant le traitement spécial et différencié (figurant au paragraphe 44 de la Déclaration de la quatrième session de la Conférence ministérielle de l'OMC) a entériné le programme de travail énoncé dans la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre. Selon le paragraphe 12 de la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre, la tâche consistant à renforcer le traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés (PMA) Membres se décompose en trois éléments: a) rendre impératives les dispositions des accords commerciaux multilatéraux relatives au traitement spécial et différencié; b) trouver des "moyens **additionnels** de rendre plus effectives les dispositions relatives au traitement spécial et différencié" (pas de caractère gras dans l'original); et c) examiner les moyens par lesquels le traitement spécial et différencié peut être incorporé dans l'architecture globale des règles de l'OMC.

2. Il ressort clairement des éléments du programme de travail sur le traitement spécial et différencié (énoncé au paragraphe 12 de la Décision sur la mise en œuvre) que pour renforcer le traitement spécial et différencié il faut agir sur trois fronts:

- a) identifier les moyens de rendre plus contraignantes les dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié;
- b) adopter des mesures additionnelles qui rendraient le traitement spécial et différencié plus effectif (il pourrait s'agir par exemple d'introduire des mesures et dispositions additionnelles en matière de traitement spécial et différencié dans les accords existants, d'élargir la portée des dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié ou de prendre des mesures pour rendre opérationnelles les dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié);
- c) incorporer les principes du traitement spécial et différencié (et les principes ou le fondement du traitement spécial et différencié) dans le système et l'architecture de l'OMC.

3. Il est essentiel de garder pleinement à l'esprit ce programme important et très large, car il doit être considéré comme résultant du mandat de Doha. À cet égard, le plan de travail des sessions extraordinaires du Comité du commerce et du développement (CCD) (voir le document du 7 mars 2002) a énuméré quatre grandes tâches à aborder au cours des cinq réunions prévues entre maintenant et le 17 juillet (date de la dernière réunion). Ces quatre tâches consistent à identifier les dispositions qui, selon les Membres, devraient être rendues impératives; faire des contributions sur les conséquences de la conversion des dispositions non impératives en dispositions impératives; examiner les dispositions dont le fonctionnement pourrait être rendu plus effectif; et étudier les moyens d'aider les pays en développement à mieux utiliser les dispositions relatives au traitement spécial et différencié.

4. C'est là une question de grande importance pour les pays les moins avancés (PMA). Nous considérons que la Déclaration ministérielle de Doha et la Décision sur les questions et préoccupations liées à la mise en œuvre envisagent un mandat plus vaste que celui qui a été décrit dans le plan de travail, lequel, sous sa forme actuelle, ne couvre que les questions concernant l'alinéa a) et une partie de l'alinéa b) du paragraphe 2 ci-dessus. Il importe de garder à l'esprit les autres aspects de l'alinéa b) ainsi que les questions relevant de l'alinéa c). Les PMA estiment que le CCD doit prévoir suffisamment de temps pour traiter aussi de ces questions en priorité. C'est pourquoi ils jugent utile et important de donner un aperçu du cadre et de l'approche globaux qu'il serait bon d'utiliser pour aborder la question du traitement spécial et différencié et, de fait, pour orienter le plan de travail du Comité du commerce et du développement.

## **II. UN CADRE POUR RENFORCER ET AMÉLIORER LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ À L'OMC**

5. Les pays en développement Membres, et en particulier les PMA, se heurtent à des problèmes particuliers, qui limitent leur participation au système commercial multilatéral et les avantages qu'ils en retirent. Il s'agit essentiellement des déséquilibres structurels de leur économie ainsi que des distorsions dues à des relations commerciales de longue date, qui conjointement amoindrissent la capacité de ces pays en matière de production et de commerce. Il s'ensuit que les pays en développement ne peuvent faire face à leurs problèmes de développement et participer efficacement au système commercial international, s'ils doivent assumer des obligations de même type et de même niveau que celles qui sont envisagées dans les Accords du Cycle d'Uruguay. Il faut au contraire leur accorder un traitement spécial et différencié effectif et satisfaisant.

6. Ce traitement différencié et plus favorable est depuis longtemps un principe fondamental et une pratique essentielle du système commercial multilatéral. Avant le Cycle d'Uruguay, ce principe était incorporé dans diverses dispositions du GATT, en particulier l'article XVIII, et surtout la partie IV.

7. Toutefois, la conclusion du Cycle d'Uruguay a entraîné un amoindrissement de leur utilité. Dans les Accords du Cycle d'Uruguay, le traitement spécial et différencié accordé aux pays en développement Membres a été défini d'une manière extrêmement restreinte. Il consistait essentiellement en dérogations limitées dans le temps à divers accords commerciaux multilatéraux adoptés à l'issue du Cycle d'Uruguay. S'y ajoutent des mesures spécifiques tout aussi limitées, telles que des seuils plus favorables dans le domaine des mesures compensatoires, une certaine flexibilité en ce qui concerne certaines mesures, et "des clauses de l'effort maximal". Globalement, toutefois, par suite du principe de l'"engagement unique", les Accords du Cycle d'Uruguay ont été acceptés par tous les pays Membres, si bien que le grand élan de libéralisation non différencié est devenu une obligation pour les pays en développement.

8. Il en est résulté que le traitement spécial et différencié initialement envisagé au titre du GATT a été affaibli. Les pays en développement doivent maintenant assumer des obligations qui ne

correspondent pas "aux nécessités de leur développement économique", contrairement à ce qui est envisagé dans le préambule de l'Accord de Marrakech instituant l'OMC.

9. Les incidences et effets négatifs de cette approche limitée du traitement spécial et différencié ont été mis en évidence par les problèmes de mise en œuvre qui se posent aux pays en développement depuis l'adoption des Accords du Cycle d'Uruguay. Il importe de souligner que ces difficultés tiennent essentiellement aux blocages structurels spécifiques aux pays en développement.

10. Il est peut-être utile à ce stade de revenir sur différentes formes que prennent les dispositions relatives au traitement spécial et différencié dans les Accords de l'OMC, dont le document du Secrétariat WT/COMTD/W/77/Rev.1 donne un aperçu et qui sont, entre autres, les suivantes:

- a) Dispositions reconnaissant le droit des gouvernements des pays en développement de prendre des mesures pour aider leurs branches de production nationales, et dispositions imposant aux pays en développement et aux pays les moins avancés de contracter uniquement des engagements ou des obligations qui sont compatibles avec leurs besoins de développement et leurs moyens, telles que la partie IV du GATT de 1994 et la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés.
- b) Flexibilité des procédures relatives à l'exercice des droits des pays en développement et des pays les moins avancés, ou aux plaintes/différends à l'encontre de ces pays, ou aux prescriptions concernant, telles que les procédures spéciales au titre de l'Accord sur les subventions et de l'Accord antidumping.
- c) Dérogations concernant les efforts collectifs des pays en développement pour s'accorder mutuellement un traitement préférentiel, ou l'application de mesures spéciales par les pays développés en vue d'offrir un accès préférentiel aux marchés pour les produits en provenance des pays en développement et des pays les moins avancés, telles que la partie IV du GATT de 1994 et la Clause d'habilitation.
- d) Prise en compte dans les objectifs et principes des accords s'agissant des objectifs à atteindre. L'article IV de l'AGCS prévoit que les pays en développement doivent bénéficier d'une part équitable du commerce des services et que les pays développés devraient les aider à saisir les possibilités existantes.
- e) Dispositions en vue d'une assistance technique aux pays en développement et aux pays les moins avancés.
- f) Dispositions prévoyant des périodes de transition pour les pays en développement et les pays les moins avancés.
- g) Obligations contraignantes visant à faire face aux besoins importants. L'article 66:2 de l'Accord sur les ADPIC prévoit le transfert de technologie vers les pays les moins avancés en termes impératifs ou dans le cadre des dispositions contraignantes.

11. En conséquence, les PMA proposent le cadre général suivant, pour la question globale du renforcement du traitement spécial et différencié en faveur des pays en développement et des pays les moins avancés. La mise en œuvre du plan de travail du CCD devrait s'inscrire dans ce cadre général. En élaborant ce cadre général, les PMA ont également identifié plusieurs accords et dispositions spécifiques, qu'il conviendrait d'étudier pour renforcer le traitement spécial et différencié. Ils se réservent le droit d'apporter davantage de précisions sur ces propositions ou de les modifier à une date ultérieure.

### **III. MESURES NÉCESSAIRES POUR RENFORCER LE TRAITEMENT SPÉCIAL ET DIFFÉRENCIÉ**

#### **Le cadre général**

12. Plusieurs éléments sont essentiels à un cadre général nécessaire pour renforcer et améliorer le rôle du traitement spécial et différencié comme il est envisagé au paragraphe 44 de la Déclaration de Doha.

13. Le premier élément est une réaffirmation et une opérationnalisation du développement en tant qu'objectif essentiel du système commercial multilatéral. À cet égard, les accords commerciaux multilatéraux doivent contribuer à surmonter plutôt qu'à accroître les obstacles qui empêchent les pays en développement de satisfaire leurs besoins de développement. Ainsi, le cadre, les principes, les règles, les programmes et les propositions de l'OMC devraient être évalués et chaque fois que cela est nécessaire, améliorés de façon à ce que le principe du développement reçoive la plus haute priorité.

14. Les travaux actuels du CCD concernant la mise en œuvre du paragraphe 44 sur le traitement spécial et différencié de la Déclaration ministérielle devraient être considérés comme une contribution majeure à cet égard, dans la mesure où le renforcement du traitement spécial et différencié (par le renforcement des dispositions existantes relatives au traitement spécial et différencié et l'introduction de nouvelles dispositions le cas échéant) est parmi les moyens les plus importants de donner la priorité au principe du développement. Ainsi, en passant en revue le traitement spécial et différencié, il ne faudrait pas se contenter d'examiner les dispositions existantes mais aussi prévoir des mesures additionnelles comme il est envisagé au paragraphe 12 de la Décision sur la mise en œuvre (et indiqué au paragraphe 2 du présent document). Fait important, cela est conforme à la Déclaration ministérielle de Doha, où il est précisé au paragraphe 2 que nous visons à mettre les besoins et intérêts des pays en développement au centre du Programme de Doha.

15. Le deuxième élément est un renforcement et une opérationnalisation, voire l'adoption, selon le cas, des principes généraux du développement énoncés dans les accords dans les quatre grands domaines de l'OMC, à savoir marchandises, services, propriété intellectuelle et règlement des différends. Dans chacun de ces domaines ainsi que dans les sous-catégories et les accords spécifiques qui en relèvent, le principe du développement devrait être reconnu et renforcé. La reconnaissance explicite, la consolidation et le renforcement de la partie IV du GATT intitulée Commerce et développement sont nécessaires. La portée et l'efficacité de cette clause d'habilitation ont diminué tout au long du processus du Cycle d'Uruguay. Il est donc essentiel de renverser cette tendance en rendant opérationnelle de façon concrète la partie IV, et c'est là un aspect capital du renforcement des mesures relatives au traitement spécial et différencié.

16. Dans le cas des autres accords portant sur les marchandises, il faudrait examiner s'il y a des clauses ou des dispositions générales reconnaissant le principe du développement comme le fait la partie IV du GATT, et s'il y a des insuffisances, elles devraient être corrigées. Cela part du principe que les objectifs et dispositions de la partie IV du GATT devraient être étendus et rendus applicables à ces autres accords.

17. L'accord sur les services contient déjà certaines clauses qui reconnaissent les besoins des pays en développement (telles que la partie II, article IV, et la partie IV, article XIX:2. Il faut renforcer et rendre opérationnels les principes du développement et les mesures relatives au traitement spécial et différencié.

18. L'Accord sur les ADPIC est extrêmement faible du point de vue de la reconnaissance du principe du développement, et des besoins de développement des pays en développement. Il n'y a pas

dans l'Accord sur les ADPIC d'équivalent de la partie IV du GATT. Les mesures concernant le traitement spécial et différencié prévues dans l'Accord sur les ADPIC sont également très faibles. Il faudrait remédier à cette situation.

19. S'agissant du système de règlement des différends, les pays en développement se heurtent à plusieurs problèmes particuliers, du fait de leur manque de ressources et autres déséquilibres, par exemple du fait qu'il est difficile ou impossible pour eux de recourir à des mesures de rétorsion commerciale pour obtenir réparation. Il faudrait réfléchir à la façon dont les problèmes peuvent être résolus dans le contexte des besoins de développement et du traitement spécial et différencié.

20. Le troisième élément a trait à la nécessité pour les pays en développement de recourir à des ressources financières pour être en mesure d'assumer leurs obligations et d'exercer leurs droits, y compris leurs droits au titre du traitement spécial et différencié. Il faudrait évaluer le montant des ressources additionnelles dont chaque pays en développement a besoin au titre de chaque accord et envisager la façon de satisfaire ces besoins financiers.

21. Le quatrième élément est la nécessité de tenir compte des contraintes des pays en développement au plan de l'offre, et de continuer à ménager à ces derniers la flexibilité nécessaire pour adopter des politiques et options favorables au développement. Plusieurs questions se posent à cet égard:

- a) Il faudrait que les pays en développement bénéficient d'une exemption ou d'un assouplissement des obligations qui, si elles devaient être mises en œuvre, freineraient ou empêcheraient l'adoption par ces pays des politiques ou des mesures dont ils ont besoin pour leur développement économique et social.
- b) Il faudrait que les pays développés aient des obligations leur imposant d'aider les pays en développement à accroître leur capacité sur le plan de l'offre, y compris par le développement de la technologie, de l'infrastructure, des finances, etc., afin de renforcer la capacité nationale de production, ainsi que la capacité d'offre à l'exportation.

### **Propositions spécifiques relatives à des accords et décisions**

22. La "Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés" adoptée à la Conférence ministérielle de l'OMC offre le cadre général pour le traitement spécial et différencié en faveur des PMA dans la mise en œuvre de tous les **Accords** de l'OMC. En conséquence, il s'agit d'un mandat général au profit de tous les PMA Membres de l'OMC, et qui a une portée globale dans la mesure où il **couvre toutes les mesures relatives au traitement spécial et différencié énoncées** dans les accords, déclarations et décisions.

23. Toutefois, cette décision **tout en étant impérative**, n'est pas opérationnelle du fait qu'elle ne prévoit pas de procédures et de "points de repère" qui permettraient d'évaluer la mesure dans laquelle les Membres de l'OMC la respectent: elle définit des objectifs et **obligations**, mais pas les moyens de les réaliser. En d'autres termes, elle n'est pas effective s'agissant d'identifier et évaluer les mesures prises par les autres Membres de l'OMC en faveur d'une participation croissante des PMA au système commercial multilatéral.

24. Le Sous-Comité des PMA existant, qui est un organe subsidiaire établi par le CCD, est une enceinte où l'on examine la situation des PMA dans le système commercial, mais il ne permet pas d'évaluer les mesures prises en faveur des PMA ni d'assurer la mise en œuvre effective des dispositions relatives au traitement spécial et préférentiel figurant dans les règles de l'OMC.

***Compte tenu de ce qui précède, le Conseil général de l'OMC devrait établir des sessions extraordinaires annuelles du Conseil général sur la participation des PMA au système commercial multilatéral au titre de mécanisme d'examen régulier – comme le prescrit le paragraphe 3 de la Décision.<sup>1</sup>***

*L'ordre du jour de chaque session extraordinaire comprendra:*

- a) la mise en œuvre de cette décision et de ses objectifs généraux en faveur des PMA;*
- b) l'examen de la mise en œuvre des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié incluses dans les accords, décisions et déclaration de l'OMC; et*
- c) l'examen global du traitement spécial et différencié.*

25. En plus de ces mécanismes d'examen, les PMA devraient être en mesure d'obtenir une amélioration des engagements effectifs inscrits dans la Décision et dans les Accords spécifiques de l'OMC.

On trouvera ci-dessous aux points A et B une liste des éléments de l'examen et des questions de fond y relatives. Au point C figure une proposition concernant un mécanisme d'examen additionnel.

***POINT A de l'examen. Dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié en faveur des PMA incluses dans la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés***

- i) **Accès aux marchés:** Le paragraphe 2 ii) de la Décision dispose que "La possibilité sera étudiée d'améliorer encore le SGP et les autres systèmes pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les pays les moins avancés."*

Justification et raison d'être

26. L'initiative visant à améliorer l'accès aux marchés pour les PMA est apparue pour la première fois dans la Déclaration ministérielle de Singapour par laquelle les Membres de l'OMC sont convenus d'un plan d'action en faveur des PMA. Parmi les objectifs déclarés de cette initiative il y avait celui qui consistait à prendre des mesures positives, par exemple l'admission en franchise, sur une base autonome, des produits des PMA, visant ainsi à améliorer la capacité globale de ces pays de profiter des possibilités offertes par le système commercial.

27. Alors qu'il convient de se féliciter des initiatives récentes prises par les grands partenaires commerciaux en faveur des PMA, par exemple le Règlement "Tout sauf les armes" et la Loi sur la croissance et les possibilités économiques de l'Afrique, une nouvelle amélioration du système généralisé de préférences (SGP) et des autres systèmes pour les produits dont l'exportation présente un intérêt particulier pour les PMA devrait porter non seulement sur l'élargissement de la gamme de produits visés et l'abaissement des obstacles, mais aussi sur la dimension importante que constituent la prévisibilité et la sécurité de ces conditions d'accès. Rendre ces mesures obligatoires est essentiel pour renforcer les capacités des PMA en matière d'offre et nécessaire à l'amélioration d'un accès aux marchés sûr et avantageux pour ces pays.

---

<sup>1</sup> "Conviennt de continuer d'étudier les besoins spécifiques des pays les moins avancés et de chercher à adopter des mesures positives qui facilitent l'expansion des possibilités commerciales en faveur de ces pays."

- *Instauration d'un engagement donnant un statut contractuel à l'accès aux marchés préférentiel en franchise et hors contingent par la négociation d'un instrument juridique qui rende l'accès aux marchés sûr, stable et prévisible. Tout retrait temporaire du traitement en franchise devrait être assujéti à des disciplines de façon contractuelle.*
- *Le traitement en franchise devrait être accordé à tous les produits. Toute exception temporaire pourrait prévoir des contingents tarifaires en franchise, qui seraient soumis à un programme convenu d'élimination progressive.*
- *Les prescriptions en matière de règles d'origine devraient être réalistes et flexibles, pour tenir compte de la capacité industrielle des PMA, afin d'assurer l'utilisation pleine et effective des préférences. Les règles d'origine devraient également être harmonisées entre pays donneurs de préférences, et faire l'objet de procédures et documents douaniers simplifiés.*
- *Les dispositions existantes des divers Accords de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié devraient être améliorées d'une manière effective en vue d'assurer que l'accès en franchise n'est pas annulé par des mesures non tarifaires.*
- *Assistance technique et financière pour faire face au coût de la mise en conformité avec les mesures SPS et les normes techniques.*

ii) **Assistance technique:** Le paragraphe 2 v) de la Décision dispose que: "*Une aide technique considérablement accrue sera accordée aux pays les moins avancés pour leur permettre de développer, de renforcer et de diversifier leurs bases de production et d'exportation, y compris de services, ainsi que dans le domaine de la promotion des échanges, afin qu'ils puissent tirer parti au maximum de l'accès libéralisé aux marchés.*"

Justification et raison d'être

28. La disposition ci-dessus qui est une obligation et qui est donc impérative n'a pas été mise en œuvre, si bien que les PMA n'en ont pas encore retiré les avantages prévus. Les PMA considèrent que la diversification des bases de production et d'exportation est essentielle pour renforcer leur capacité de réaction au niveau de l'offre et donc accroître leur participation au commerce mondial et leur part des échanges. Toutefois, aucune modalité pour la mise en œuvre de cet engagement ni aucun point de repère permettant de mesurer les résultats attendus n'ont été élaborés pour suivre la façon dont il est mis en œuvre par les Membres de l'OMC dans chacun des PMA. Il est nécessaire d'élaborer ces modalités et points de repère pour avoir un moyen clair et transparent d'évaluer les mesures prises par les Membres de l'OMC pour mettre en œuvre cet engagement.

## Propositions

**Modalités:** *Au cours de la mise en œuvre du Cadre intégré, du Programme intégré conjoint d'assistance technique dans certains des pays les moins avancés et d'autres pays africains (JITAP) du CCI, de la CNUCED et du GATT, et d'autres programmes d'assistance technique, la priorité sera donnée au développement, au renforcement et à la diversification des bases de production et d'exportation des PMA, y compris dans le domaine des services, ainsi qu'à la promotion des échanges. Les PMA présenteront des propositions de projets pour financement par les mécanismes de financement établis pour ces programmes.*

*Points de repère:*

- *Niveau des ressources fournies par les Membres de l'OMC par rapport aux besoins.*
- *Accroissement de la valeur et de la part des nouveaux produits d'exportation dans les exportations totales des PMA.*
- *Niveau de diversification des marchés résultant des efforts de promotion du commerce.*
- *Niveau de la transformation locale opérée par les sociétés locales pour ajouter de la valeur aux exportations et engager des activités manufacturières.*
- *Capacités techniques et technologiques financées pour apporter des améliorations et produire conformément à des prescriptions spécifiques concernant la qualité, la santé et l'environnement, ainsi qu'aux préférences et aux goûts des consommateurs.*
- *Compétences commerciales mises en place pour produire et exporter des produits différenciés de grande valeur.*
- *Nombre de partenariats locaux créés dans le but de favoriser la différenciation des produits, si possible, par la création de marques commerciales reconnues au plan international qui pourraient permettre aux entreprises des PMA d'ajouter de la valeur à leurs produits et d'arriver à un niveau élevé de recettes.*
- *Niveau des activités de recherche-développement des instituts de recherche existants qui travaillent sur des cultures ou des produits nouveaux.*
- *Niveau de participation des PMA à la fixation de normes internationales affectant des produits qui présentent un intérêt pour eux.*
- *Niveau d'élimination progressive des subventions à l'exportation, une attention particulière étant accordée aux secteurs où le subventionnement des exportations a nui aux possibilités d'exportation ainsi qu'à la viabilité de la production locale des PMA.*
- *Obstacles à l'accès aux marchés et conditions d'accès pour les produits tropicaux semi-transformés et transformés en provenance des PMA.*

*POINT B de l'examen. Mise en œuvre des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié incluses dans les accords, décisions et déclarations de l'OMC. (Cette liste n'est pas exhaustive et n'est pas présentée selon un ordre de priorité.)*

29. Les amendements spécifiques suivants devraient être apportés aux Accords de l'OMC existants afin de rendre impératives, effectives et opérationnelles, selon le cas, les dispositions relatives au traitement spécial et différencié en faveur des PMA.



## Accord sur l'agriculture

### Justification et raison d'être

30. L'article 15:2 fait spécifiquement référence au traitement spécial et différencié en faveur des PMA. Cette disposition exempte les PMA d'engagements de réduction, est de nature impérative et a été mise en œuvre en conséquence. Toutefois, le manque de cohérence entre l'OMC et les institutions financières internationales a par la suite empêché, en fait, les PMA de recourir à ce traitement spécial et différencié. Les conditions imposées aux PMA dans les programmes relevant des institutions de Bretton Woods gênent les PMA dans leurs efforts visant à ajuster leur politique nationale afin de "... tenir effectivement compte de leurs besoins de développement, y compris en matière de sécurité alimentaire et de développement rural" (Déclaration ministérielle de Doha, paragraphe 13).

### Propositions

- *Les PMA ne seront pas tenus de contracter des engagements de réduction, comme il est prévu à l'article 15:2.*
- *Les institutions financières internationales reconnaîtront les droits des PMA d'ajuster leurs tarifs effectivement appliqués compte tenu du niveau consolidé à l'OMC, ou d'accorder un soutien interne aux producteurs agricoles, si cela devient nécessaire aux fins du développement agricole pour la sécurité alimentaire à long terme.*
- *Le Groupe de travail du commerce, de la dette et des finances de l'OMC examinera régulièrement la cohérence entre les règles de l'OMC et les engagements nationaux au titre de l'assistance financière des institutions financières internationales, et fera des recommandations concernant la coordination des politiques au niveau international.*

## Accord sur les mesures concernant les investissements et liées au commerce (Accord sur les MIC)

### Justification et raison d'être

31. Les mesures relatives au traitement spécial et différencié visant spécifiquement les PMA figurent à l'article 5:2 portant sur la période de transition qui pour les PMA a expiré le 1<sup>er</sup> janvier 2002. Cette disposition devrait être examinée en vue d'en rendre le fonctionnement plus effectif (voir le paragraphe 4 de la Déclaration ministérielle de Doha et le point III du plan de travail des sessions extraordinaires du CCD). Il ne s'agit pas d'une disposition impérative mais d'un **droit** que les PMA peuvent choisir d'exercer pour répondre à leurs besoins de développement.

32. Les PMA ont toujours fait valoir que l'Accord sur les MIC restait un important instrument de l'action des pouvoirs publics visant à augmenter la production et l'offre à l'exportation nécessaires pour tirer pleinement parti des concessions en matière d'accès aux marchés et des schémas préférentiels qui leur étaient offerts par leurs partenaires commerciaux. La flexibilité ménagée pour l'application des prescriptions en matière de teneur en éléments d'origine locale revêt une importance particulière à cet égard. Tant qu'ils restent dans la catégorie des PMA, la période de transition pour l'utilisation des MIC n'est pas un moyen efficace de réaliser leurs objectifs de développement, y compris les objectifs de politique industrielle.

## Proposition

**Les PMA devraient être exemptés des disciplines de l'Accord sur les MIC.**

### Accord sur les subventions et les mesures compensatoires

Justification et raison d'être

33. Il semblerait qu'au titre de l'Accord sur les MIC les prescriptions en matière de teneur locale (utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés) soient interdites une fois que la période de transition a expiré. Mais l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires semble permettre aux PMA d'accorder une subvention au remplacement d'importations pendant une période de huit ans à compter de la date d'entrée en vigueur de l'Accord de l'OMC. Il semblerait que si une telle subvention était en rapport avec des mesures concernant les investissements et liées au commerce, elle constituerait une violation de l'Accord sur les MIC.

## Proposition

34. Supprimer la contradiction apparente entre la dérogation limitée dans le temps prévu au paragraphe 27.3 de l'obligation énoncée au paragraphe 1 b) de l'article 3 de l'Accord sur les subventions et les mesures compensatoires (prohibition des subventions subordonnées à l'utilisation de produits nationaux de préférence à des produits importés) et le paragraphe 1 de l'article 2 de l'Accord sur les MIC qui interdit l'application de mesures incompatibles avec le paragraphe 4 l'article III du GATT de 1994 (traitement national).

*Une façon de supprimer cette contradiction et donc de donner aux PMA les droits visés s'agissant du recours illimité à la règle de la teneur locale consiste à prévoir ce droit dans les deux accords tant qu'un pays conserve le statut de PMA.*

*POINT C de l'examen. Examen global de la mise en œuvre de la Décision et des dispositions des Accords de l'OMC relatives au traitement spécial et différencié.*

35. **La mise en œuvre de la Décision sur les mesures en faveur des pays les moins avancés sera réalisée moyennant:** i) une évaluation générale de la participation globale des PMA au système commercial et des mesures prises par les Membres de l'OMC en faveur des PMA; et ii) un examen et une évaluation approfondis pour chacun des dix PMA sélectionnés à la précédente session extraordinaire annuelle des "points de repère en matière de développement" suivants:

- volume des exportations (marchandises et services) des PMA et hausse ou baisse des exportations au cours des cinq dernières années;
- situation de la balance commerciale au cours des cinq dernières années et rôle du commerce dans la croissance économique globale du pays;
- diversification de la production et des exportations nationales (marchandises et services) des PMA;
- flux d'investissement reçus au cours des cinq dernières années et leur rôle dans les secteurs d'exportation des PMA;
- transfert de technologies vers les PMA, en particulier pour le développement des secteurs d'exportation;

- obstacles spécifiques à l'accès aux marchés (pour les marchandises et les services) rencontrés par les exportateurs nationaux des PMA et problèmes que l'utilisation des préférences commerciales pose aux exportateurs des PMA;
- incidences des fluctuations des prix des produits de base et autres facteurs externes pertinents sur les résultats commerciaux du pays;
- évaluation de l'assistance technique liée au commerce reçue par les PMA (de toutes les organisations bilatérales et multilatérales), par rapport à leurs besoins.

36. L'évaluation de ces indicateurs se fera la base de rapports distincts qui seront présentés par: i) les autorités nationales du PMA; ii) le Secrétariat de l'OMC; iii) la Banque mondiale et le Fonds monétaire international; iv) la CNUCED; v) une (des) source(s) indépendante(s) choisie(s) par les autorités des PMA.

37. Le Conseil général réuni en session extraordinaire examinera ces rapports et *fera des recommandations concrètes*, adressées:

- aux organes pertinents de l'OMC concernant la mise en œuvre des règles de l'OMC sur le traitement spécial et différencié en faveur des PMA; et
- aux institutions financières internationales et autres organismes de développement sur les mesures complémentaires nécessaires pour renforcer la capacité d'offre, la compétitivité, le transfert de technologie et la capacité d'exportation des PMA, ainsi que la cohérence nécessaire entre les obligations commerciales et les conditions appliquées par les institutions financières au niveau international ou bilatéral.

*L'évaluation de la mise en œuvre sera effectuée à la session extraordinaire suivante au regard des mêmes "points de repère en matière de développement". La mise en œuvre des dispositions spécifiques relatives au traitement spécial et différencié en faveur des PMA incluses dans les accords, décisions et déclarations de l'OMC seront également examinées aux sessions extraordinaires. Les résultats des travaux engagés par les organes pertinents de l'OMC sur la mise en œuvre de ces dispositions relatives au traitement spécial et différencié seront pris en compte au cours des sessions extraordinaires.*

---